

Le premier problème est évidemment le manque d'unité des africains eux-mêmes traversés au niveau de ce qui leur sert d'État par des clivages et des contradictions nombreuses. Certains sont empêtrés dans la guerre, d'autres ne se sentent pas concernés. Valable pour tous, Trotsky disait «peut-être la guerre ne vous intéresse-t-elle pas, mais la guerre s'intéresse à vous». Par delà ce manque d'unité, non seulement l'OUA n'a pas les moyens de sa politique, mais ses consensus de circonstances vont parfois à l'encontre des objectifs de ses États membres. Des contradictions renvoient aussi plus profondément à la nature particulière de la nation dont la charge de la construction a été laissée à l'État post-colonial réfugié derrière le principe de l'intangibilité des frontières, et dont la conséquence se vérifie dans les attermoissements de l'OUA. Or en l'absence de conscience nationale homogène<sup>44</sup>, c'est la lutte d'appropriation du pouvoir d'État qui est source majeure de conflits et de la non applicabilité des résolutions prises à l'OUA. Celle-ci se borne à être l'hémicycle aux déclarations d'intention dénuées d'applicabilité sitôt que l'intégrité d'un pays ou d'un régime est en cause. Ce qui suit est aussi valable pour l'ASEAN en Asie que pour l'OEA en Amérique latine, mais davantage pour l'OUA. Tant qu'elle se réduira à avaliser la consolidation de micro-nations et des régimes qui font du nationalisme leur instrument, non seulement les conflits endogènes mais les relations entre États voisins en pâtiront. C'est aux nouvelles générations africaines sur la base des impératifs qui les unissent et sur l'urgence des initiatives conjointes et concertées nécessaires pour faire face aux défis dont dépendent bien des pans de leur destin, que revient la tâche de réaliser un minimum d'unité, ne serait-ce que régionale. Sans elle, aucune des pistes proposées plus haut n'est envisageable. Le mécanisme de prévention, de gestion et de résolution des conflits adopté par l'OUA en dépend en tous cas à moyen et long terme. En effet quoi de mieux que la préservation de la paix comme ciment d'unité? Le caractère autocratique de régimes prompts à invoquer la sécurité intérieure, la raison d'État, la sauvegarde du lien privilégié avec une puissance, génère en leur sein l'insécurité. Cette insécurité s'installe durablement à mesure que la couche dirigeante est en pleine zizanie, luttant pour le contrôle de l'État dans le cadre étrié que lui réserve le nouvel ordre mondial (Shaw 1986); cette lutte pour être favorablement intégré dans le système mondial génère des sacrifices sociaux autant au niveau économique, qu'environnemental. C'est de là que se nourrit la violence. Celle-ci offre la possibilité d'une manipulation du temps et de l'idéologie par des élites qu'elles soient occidentalisées, traditionnelles intégristes..., et trouvent écho dans le désenchantement de la jeunesse. Cette dernière dans la plupart des villes africaines côtoie la violence de plus en plus, par la délinquance, la rareté et la frustration et demeure donc la proie

---

<sup>44</sup>évoquant ces États nations, Wallerstein soutient que « Presque aucun d'entre eux ne peut être considéré comme une société nationale au sens où celle-ci jouit d'une politique, d'une économie et d'une culture relativement autonomes et centralisées » dans Balibar E, Wallerstein I, *Race Nation Class: Les identités ambiguës*, La Découverte, Paris 1990, p266